

CIBLE

La Mort

La peine de mort pour les terroristes ! M. Le Pen, M. Debré et d'autres l'exigent... donnant à penser qu'ils sont des modèles de rigueur et d'efficacité.

Ils se trompent cependant, ou nous trompent, d'abord sur le fond car nul ne saura jamais dire si la mort est un châtement ou une délivrance. En tuant, la société cherche un exutoire qui ne change rien, ni au sort des victimes, ni à la sécurité générale. C'est parce que la justice est le contraire de la vengeance que la peine de mort a été finalement abolie.

Faut-il la rétablir pour les seuls terroristes ? Ceux qui le prétendent se trompent sur son efficacité dissuasive. L'exemple de l'Allemagne et de l'Italie montre qu'il n'est pas besoin de rétablir la peine de mort pour briser de grandes vagues d'attentats. En outre on méconnaît la mentalité des terroristes en prétendant que l'idée de la mort les fera reculer. D'avance, un terroriste fait don de sa vie à la cause qu'il sert. Ou bien, par désespoir de la voir aboutir, il choisit d'une façon ou d'une autre de se suicider. Dans les deux cas, le terroriste cherche le martyr. Ne lui offrons pas moyen d'y parvenir.

TERRORISME

L'épreuve



Chômage

**Repenser
une politique**

(p. 3)

Génétique

**Question de
conscience**

(p. 9)

Vive « Royaliste »

Ce n'est pas nous qui le disons !

MONARCHIE ET DEMOCRATIE

Ayant acheté votre journal durant ces vacances, je l'ai dévoré d'un seul trait et je l'ai trouvé passionnant. J'avais enfin en face de moi un journal qui correspondait à peu près à mes idées politiques. Depuis mon enfance, le royalisme m'a toujours attiré. Cet attachement était dans les premiers temps plutôt sentimental que raisonné, puis avec l'âge mes convictions se sont approfondies.

J'ai eu ma période « Action Française » et maurrassienne durant mon adolescence. J'étais fasciné par cette doctrine si brillante et cohérente qui m'a beaucoup influencé et m'influence encore un peu sur certains points en particulier la condamnation du libéralisme sauvage sur le plan économique à cette époque. Mais, depuis, cette fascination a fait place au doute car je me suis aperçu que dans l'époque si troublée, où toutes les idéologies sont remises en cause, que nous traversons, ma position était stérile et sans avenir. J'ai eu un grand mal à me débarrasser de

tout cet appareil idéologique qui m'enfermait et m'isolait de plus en plus du monde actuel. Le déclic de ce changement a été provoqué par l'interview que j'avais accordé Mgr le comte de Paris au journal « L'Événement du Jeudi ». Je me suis aperçu que je m'étais trompé et que les opinions du Prince étaient plus ouvertes et plus réalistes que les miennes. De cet article ma conviction monarchiste est restée intacte, mais elle s'est transformée (...).

Après cette remise en cause, je me suis retrouvé un peu dans une impasse en me demandant si je n'étais pas le seul à vouloir concilier Monarchie et Démocratie et c'est votre journal - trouvé par hasard - qui m'a reconforté. J'ai vu qu'il y avait la même démarche politique que je m'étais forgée bien que je ne sois pas entièrement d'accord avec certains aspects conjoncturels de votre ligne politique notamment votre soutien à M. Mitterrand qui reste pour moi un homme de parti mais pour le fond je suis avec vous.

J.R. (Aix-en-Provence)

MERCID'EXISTER

Très féru de communication, de la connaissance des idées des autres, je croyais avoir tout vu de la presse. Eh bien non ! « Royaliste » fut une découverte. Moi qui me fait fort de cultiver la tolérance, j'y ai découvert un esprit d'ouverture et une justesse de vues étonnante. Moi qui me flatais

d'être « progressiste », voire socialisant, j'ai appris avec vous que loin d'être conservateurs et rétrogrades, les royalistes entrent largement dans les perspectives d'avenir pour la France. Merci d'exister.

G.T.
(54) Hussigny

NOTRE ESPOIR N'EST PAS UNE CHIMERE...

Sachant d'expérience les lenteurs de la réexpédition et devant me rendre pour quelques semaines en Alsace, je ne voudrais pas être privé de la lecture du « Royaliste » qui me permet chaque quinzaine de garder espoir en notre France (...). Je profite de cette lettre pour vous redire tout le réconfort que je tire de votre journal dans les temps très décevants que nous vivons.

Puissent les Français enfin

comprendre que la République n'est pas le régime qu'il faut à la France. Il est des signes (je vis dans un village rouge du Midi) qui permettent de croire que cet espoir n'est pas une chimère. Et des manifestations comme celles de Loches et Amboise dont j'ai eu des échos par un de mes fils montrent que le comte de Paris est populaire bien plus qu'on ne pourrait le croire.

R.V.
(11) Leucate

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Le traitement du chômage - p.4 : le budget nouveau est arrivé - p.5 : Pauwels et la monarchie - p.6-7 : terrorisme et légitimité - p.8 : Franc-Maçonnerie et royalisme - p.9 : L'honneur de Jacques Testard - p.10 : Le degré zéro de la conscience - Mexico - p.12 : Dans l'épreuve.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Mythes et Réalité

Le traitement du chômage

Edouard Balladur qui a, comme chacun sait, la compétence distinguée de R. Barre, possède également la désarmante sincérité de L. Fabius. Lors d'un récent examen de conscience télévisé, il se repent d'avoir, depuis mars, trop agi sans parler.

Cette confession, assortie d'une bourrade impatiente dans les côtes d'un patronat trop timoré, marque une transition politique intéressante. Elle pourrait signifier que le programme économique et social étant à peu près à bout de course, il ne reste plus qu'à en stimuler les effets par la parole.

Au même moment, on voit fleurir au bord des routes d'immenses panneaux qui proclament «Ca démarre!». Inutile de recourir à Sigmund Freud pour conjecturer que le «ça» recouvre dans une indistinction globale toutes les forces obscures que les gouvernants - précédents et actuels confondus - s'épuisent en vain à maîtriser: l'investissement, et par là la croissance, et par là le chômage, souci numéro un de la nation et argument majeur dans les prochaines enchères électorales. Si, à force de l'afficher, ça démarre vraiment, ce sera la preuve selon E. Balladur qu'il «n'y a pas de fatalité».

Or la seule fatalité perverse est que nos gouvernements depuis le choc pétrolier se dérobent l'un après l'autre devant l'urgence des mutations qui s'accomplissent sous eux, sauvagement, aux frais des moins forts et des moins protégés.

Le plein emploi comme dû d'un taux de croissance élevé est devenu un mythe antédiluvien. Ils en cultivent la nostalgie, donnent à croire que la restauration graduelle du dynamisme industriel permettra peu à peu la résorption du chômage. De 2.500.000 chômeurs ? Echaudés d'avoir

trop souvent prédit la sortie du tunnel, ils vaticinent pourtant à son sujet, mais la renvoie aux calendes grecques. Par réalisme et lucidité, disent-ils.

Cadeaux volés

Ils croient pouvoir agir par priorité sur la reprise industrielle, ce qui les conduit à faire au patronat le plus conservateur des cadeaux sans aucun impact sur la volonté d'investir et de créer: dévaluation, déréglementation du droit de licenciement, réduction de la taxe sur le chiffre d'affaire, enfin allègement des charges pour l'emploi des jeunes. Ces mesures, ajoutées à celles favorables aux propriétaires fonciers, aux thésaurisateurs en or et aux investisseurs à l'étranger, ont été reçues par les intéressés comme les dividendes de leur bon bulletin de vote, tandis que les patrons désireux d'entreprendre sont toujours jugulés par l'inertie des banques et le poids des taux d'intérêt.

En faveur de l'emploi des jeunes, on persiste après tant d'années dans la même inconscience: l'allègement des charges de l'employeur l'incite à profiter d'une masse de main-d'œuvre avantageuse et temporaire, mais ne l'encourage pas à former et à conserver ces travailleurs. Au contraire, tout son intérêt est d'en changer. Une analyse rigoureuse de ce mécanisme pourrait peut-être conduire à prendre une mesure inverse: maximales lors de l'embauche, les charges sociales



pourraient décroître ensuite graduellement, afin que les entreprises trouvent leur récompense à s'être créées une main-d'œuvre exigeante et de qualité, plutôt qu'à profiter d'un roulement de jeunes sous-qualifiés.

Du «ça» au «moi»

Le partage du travail enfin, courageusement évoqué naguère par la CFDT, est un défi qu'il faudra absolument relever. Tout d'abord en tranchant au milieu des démarches socialistes et libérales et en systématisant la possibilité du passage au temps partiel à partir d'une certaine ancienneté dans le travail, en commençant par les travaux pénibles ou dangereux: allègement du coût social, libération de nouveaux postes et transition humainement salubre vers la retraite en seraient les conséquences attendues. Cela n'est possible qu'à condition de reconnaître l'utilité sociale de ceux qui ne sont pas actuellement considérés comme des travailleurs (avec tout ce que ce mot

comporte de valorisation pour la personne) et tout d'abord l'utilité sociale de la personne au foyer. Cela impliquerait sans doute d'aller à rebours des mesures, quelque peu démagogiques, augmentant les primes pour garde d'enfants. On pourrait s'acheminer vers un «salaire familial garanti» qui remplacerait le faux égalitarisme des allocations et dissuaderait - lentement - ceux qui cumulent les postes par pur souci vénal. Il n'est pas dans notre ambition de dresser le catalogue des mesures à prendre. Celles-ci doivent faire l'objet d'un vaste débat. Ce qui compte c'est que le droit au travail soit réévalué sur sa finalité: les moyens d'une existence digne, et l'exercice d'une compétence avérée.

Les résonances éthiques d'un vrai traitement économique et social du chômage impliquent une mutation des perspectives: responsabilité, auto-limitation. Dépasser le slogan «ça démarre!» pour parler au «moi» de chacun. C'est au gouvernement en premier de larguer les amarres qui le retiennent captif d'une politique dépassée.

Luc de GOUSTINE

Vendanges

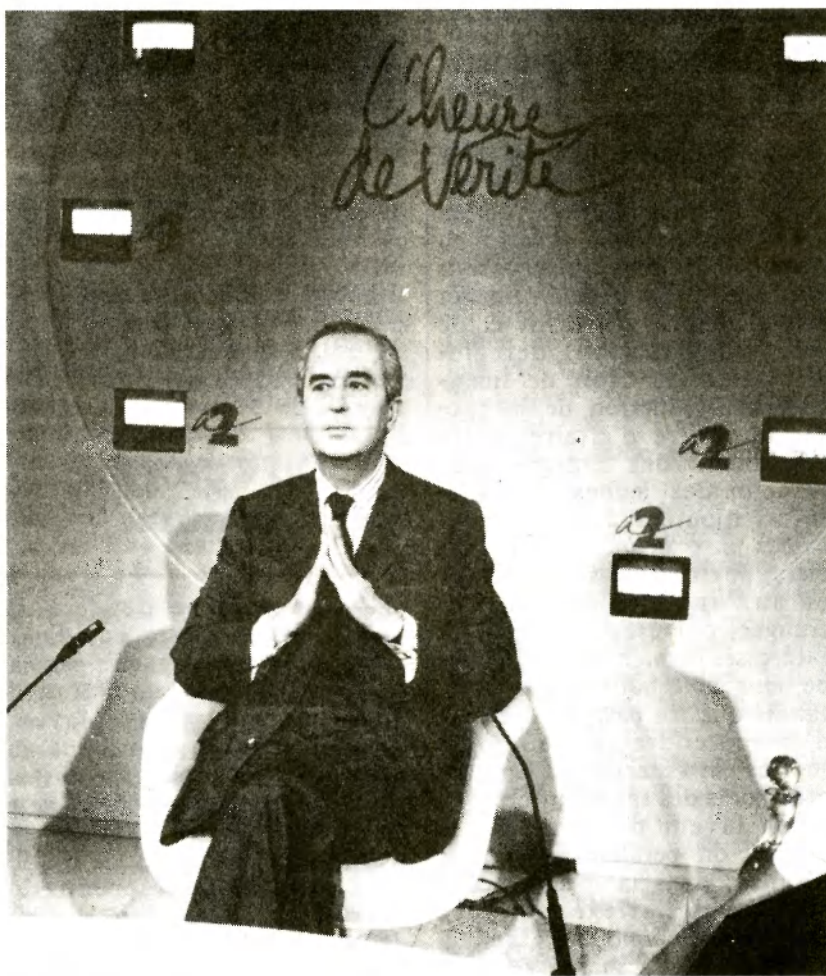
Le budget nouveau est arrivé

Pour ce qui est du déficit, Jacques Chirac s'était engagé à le réduire, s'appuyant sur une théorie classique en économie selon laquelle des dépenses publiques excessives font peser sur l'ensemble du pays un poids tel que le dynamisme général en souffre. Logique: quand on a trop emprunté, on ne peut plus faire de nouveaux investissements (ce qui est valable pour les particuliers et les entreprises l'est aussi pour l'Etat). En 1981, le déficit du budget était déjà de l'ordre de 450 milliards; aujourd'hui il avoisine les 1.200 milliards. Aux 700 milliards de déficit cumulé pendant cinq ans, s'ajoute en effet le remboursement des intérêts de la dette contractée par l'Etat auprès du système bancaire. Il devenait urgent de réagir et la réduction du déficit budgétaire sera en 1987 de quinze milliards.

Si cette dernière mesure était imposée par les circonstances, la seconde l'était par les promesses faites pendant la campagne électorale. Ainsi, en 1987, les impôts seront réduits de 27 milliards, dont 16 pour les ménages et 11 pour les entreprises. Cependant, les deux pôles autour desquels tourne la politique du gouvernement sont complémentaires et répondent une fois encore à une certaine logique. Un effacement de l'Etat de la vie économique se concrétisant par une baisse des dépenses publiques et du déficit budgétaire entraînant à son tour une diminution des impôts, devrait amener les ménages à consommer davantage et les entreprises, à investir et créer des emplois.

Cela fonctionne à merveille sur le papier, mais nombre d'observateurs remarquent que le budget comporte certaines « approximations », qu'il

En présentant, il y a quelques jours, son projet de loi de Finances pour 1987, Edouard Balladur a précisé qu'il s'agissait sinon d'une rupture, du moins d'un « renouveau ». Il est vrai que pour la première fois depuis trente ans, deux soucis complémentaires sont affirmés: d'une part celui de comprimer le déficit budgétaire, d'autre part celui de diminuer les impôts. Cela presque au nom d'une morale, mais la rigueur des raisonnements est-elle parfaite, l'honnêteté des chiffres présentés indiscutable ? L'efficacité surtout, sera-t-elle au rendez-vous ?



répond ensuite à des critères politiques plus qu'économiques et qu'il résulte enfin d'une appréciation contestable de la réalité économique.

La limitation de la progression des dépenses de l'Etat à 1,8% (pourcentage inférieur à celui de l'inflation) s'explique

par la limitation des dépenses de l'administration, mais aussi - ce qui est moins rigoureux - par la débudgétisation de dépenses qui figuraient jusqu'à présent au budget de l'Etat (dotation en capital aux entreprises nationales et indemnisation des actionnaires des banques et

entreprises nationalisées par la gauche). De plus, l'effort est-il si vigoureux ? Le gouvernement disposera en 1987, d'une rentrée d'argent sans précédent provenant des dénationalisations et dont on attend qu'elle donnera une bouffée d'oxygène au secteur nationalisé.

Si l'on regarde au plus près, en fait de diminution des dépenses publiques, c'est plutôt d'une augmentation d'environ 3% qu'on devrait parler. Dans la même veine, c'est une contre-vérité que de dire que les ménages disposeront, grâce à la baisse des impôts, de revenus supplémentaires, puisque, dans le même temps, les cotisations sociales augmenteront à peu près dans les mêmes proportions.

Plus généralement, d'aucuns font remarquer que la chute des cours du pétrole constitue un pactole qui donne une marge de manoeuvre inespérée au gouvernement et cela tempère encore l'idée qu'un effort drastique aurait été fait.

Du point de vue politique, le budget de 1987 est un budget de compromis au sein de l'actuelle majorité parlementaire: les barristes souhaitaient que les allègements fiscaux portent plus encore sur les entreprises mais comme chacun sait les entreprises ne votent pas. Alors, le gouvernement a plutôt cherché à satisfaire sa clientèle électorale en supprimant l'impôt sur les grosses fortunes, en rétablissant l'abattement sur les donations-partages, en réduisant le taux le plus élevé de l'impôt sur les revenus, mais aussi en accordant quelques menues faveurs aux agriculteurs, commerçants et professions libérales.

Il reste qu'E. Balladur entend par ces mesures relancer l'économie. Il risque tout comme le gouvernement

Tout arrive

Pauwels et la monarchie

Mauroy, en 1981-1982, de se heurter à la contrainte extérieure car notre tissu industriel est trop faible pour répondre à un éventuel accroissement de la demande intérieure. A cela il faut ajouter un contexte international incertain, car si cela va bien en RFA, la récession menace de nouveau les Etats-Unis et les dangers monétaires, financiers et commerciaux sont loins d'être écartés.

Après l'échec de la politique de relance par la demande faite par la gauche en 1981 et l'impasse probable dans laquelle s'engage aujourd'hui la droite, n'y aurait-il aucune solution ? Serions-nous condamnés à subir la crise ?

En tous cas la réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire ne serviront à rien tant que le problème ne sera pas posé autrement. Il y a moins d'un an André Grjebine nous expliquait (1) « Pour ce qui est de l'endettement public, il faut bien comprendre que le problème ne réside pas tant dans l'ampleur du déficit que dans les modalités de financement utilisées pour combler ce déficit. En effet, si le déficit était financé principalement par l'intervention de la banque centrale, il n'y aurait aucun problème. ». Il s'agirait donc de remplacer une monnaie endettée par une monnaie libre et de rendre à l'Etat son pouvoir de création monétaire. Notions que nous avons déjà largement explicitées dans ces colonnes et sur lesquelles nous reviendrons. Retenons l'idée que le déficit budgétaire n'est pas forcément une mauvaise chose en soi, tout dépend de l'utilisation qu'on en fait et de la volonté politique qui le sous tend.

Patrice LE ROUE

(1) « Royaliste » n°438.

Tout arrive, même les bonnes nouvelles. Ainsi Louis Pauwels, après avoir abandonné son nietzschéisme de bazar, est en train de devenir monarchiste. Gaudeamus !

Louis Pauwels a souvent été étrillé dans nos colonnes, et ceci depuis une bonne dizaine d'années. Nous n'en sommes que plus libres de dire notre accord, lorsque le directeur du « Figaro-magazine » nous rejoint sur un point à nos yeux essentiel. Dans le domaine des institutions, Pauwels cherche « autre chose ». Notre monarchie élective ne le satisfait pas, non parce qu'elle est monarchique mais parce qu'elle demeure élective : « La candidature oblige, sinon au mensonge, du moins à la dissimulation, sinon à la démagogie, du moins aux promesses fallacieuses. Elle oblige à tenter de détruire l'adversaire. Elle suscite les attaques, le dénigrement, la calomnie. C'est, de toute façon, un personnage épuisé par sa campagne, prisonnier d'une clientèle et à demi-discrédité par l'autre camp, qui parvient à une prétendue souveraineté ».

D'où les divisions incessantes et l'instabilité chronique, alors que « les monarchies européennes détiennent le record de la stabilité et de l'unité nationale. Sans Juan Carlos, l'Espagne ne fût pas passée aisément du franquisme à la démocratie. Sans le roi des Belges, pas de Belgique. Les divisions politiques portent moins atteinte à une patrie quand la royauté, cet élément transcendant, cette figure symbolique, rendent la mémoire et la chair de cette patrie constamment visible et sensibles aux yeux d'un peuple libre ».

Quand nous disions que les institutions de la 5ème République développaient une

pédagogie de la monarchie, en faisant désirer plus que ce qui est... Louis Pauwels est un exemple particulièrement frappant de son succès. Ajoutons cependant ceci : redécouverte par le biais de notre Constitution, l'idée monarchique bien comprise porte elle aussi une pédagogie.



Le projet monarchique, notamment, n'est pas compatible avec un discours de guerre civile, ni avec une politique servant exclusivement les intérêts d'un groupe social ou d'un parti. Le directeur du « Figaro-magazine » devrait, maintenant, réfléchir sur ce point. Le débat, en tous cas, est ouvert.

Sylvie FERNOY

Idéologue

Libéralisme et liberté

L'idéologie libérale est contraire à la liberté. Le Conseil constitutionnel souligne ce paradoxe classique, donnant bien du souci à François Léotard. La décision de privatiser une chaîne de télévision n'avait pas été prise sans mal, et la discussion sur la réforme de l'audiovisuel avait révélé la légèreté du ministre. La loi votée, celui-ci s'était trouvé devant un dilemme : comment choisir entre deux candidats au rachat, Hachette et Hersant ? Préférer l'un conduisait à mécontenter l'autre. Or tous deux ont une influence dont un candidat à la présidence de la République se soucie.

En soulignant l'insuffisance des règles limitant les « concentrations susceptibles de porter atteinte au pluralisme », le Conseil dit une évidence : privatiser une chaîne, ce n'est pas la mettre sur le marché de la libre concurrence, mais la vendre au groupe le plus offrant et le plus puissant, qui en fera sa chose. C'est donner à ce groupe un surcroît de puissance, qui réduira encore la concurrence et menacera la liberté d'expression.

Si ce n'est à M. Lagardère ou M. Hersant à qui vendre ? Des étrangers ? Ce serait brader un bien national. Des groupes industriels et financiers ? Ils se lanceraient dans l'aventure pour acquérir un poids politique dangereux. De toutes manières le choix sera mauvais.

Tels sont les idéologues de droite comme de gauche. Ils servent des principes abstraits, sans réfléchir à leurs implications pratiques. Quand l'idéologie est sommaire, quand elle est mise au service d'une image de marque, c'est encore pire.

Y.L.

Terrorisme et légitimité

Depuis une quinzaine d'années, les études sur le terrorisme se sont multipliées, et conduisent à deux thèses opposées. L'une entend démontrer que toutes les actions subversives et violentes dont est victime l'occident sont conçues par un centre unique. La seconde souligne les différences et les oppositions entre les divers types de terrorisme et se contente d'établir un répertoire: il y a des terrorismes régionalistes, nationalistes, révolutionnaires, importés, etc. Le dénombrement empirique n'explique rien et la théorie du complot explique trop. Sans doute est-il difficile de prendre cette dernière en défaut: il suffit d'une arme trouvée dans une cache, d'un voyage à Moscou ou à Tripoli, pour faire apparaître la chaîne diabolique. Pourtant ces indices sont fragiles et révèlent leur caractère artificiel dès qu'on peut avoir une connaissance intime des grands mouvements terroristes. Ainsi, en Allemagne et en Italie, les milliers d'enquêtes, de procès et d'aveux ne permettent pas d'établir une quelconque responsabilité soviétique. Cela ne signifie pas l'absence de toute relation entre les groupes terroristes et entre ceux-ci et certains Etats. Des camps d'entraînement existent dans certains pays qui ne se privent pas de financer des groupes terroristes et il est notoire que des Allemands ont participé à nombre d'actions aux côtés de Palestiniens. Mais supposer qu'un tyranneau local tire toutes les ficelles, hier en Italie, aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, en Corse et sur le territoire métropolitain relève de la pure fantasmagorie.

Les gouvernements français, quelle que soit leur étiquette, sont mal armés face au terrorisme. Quant aux thèses extrémistes, si négligentes du droit et de la liberté, elles nous entraîneraient vers le piège que nous tend le terrorisme. Plutôt que de se donner bonne conscience en criant plus fort que les autres, plutôt que d'inscrire la question dans les rivalités partisans, tentons de pénétrer la raison terroriste.

Doit-on, par conséquent, conclure au rejet de ces deux types d'explication? Ce serait négliger les éléments de vérité qu'ils contiennent. L'analyse

empirique nous rappelle opportunément qu'on ne peut confondre l'attentat tyrannicide et les bombes jetées dans la foule, les actions de la résistance anti-nazie et l'exécution des passagers d'un avion américain. Quant à la thèse du « chef d'orchestre », elle manque assurément de pertinence, mais on peut la considérer comme une fausse réponse à une bonne question. Le lien entre les terrorismes n'est pas celui qu'elle croit, mais ils participent tous, peu ou prou, à un « projet » commun.

L'enjeu du terrorisme

Le terrorisme, dit-on, vise à déstabiliser la société, à ruiner la démocratie, à détruire l'Etat de droit. L'observation vaut pour le terrorisme révolutionnaire, elle est moins pertinente pour le terrorisme international, elle ne rend pas compte des luttes de libération ni du terrorisme d'Etat. Retour à l'empirisme? Pas du tout. Sous ses diverses formes, à des degrés divers, le terrorisme a pour cible la légitimité du pouvoir, qu'il veuille la détruire, l'affaiblir, la fonder ou la renforcer.

Prenons Robespierre comme symbole du terrorisme d'Etat. Loin d'être fou ou sanguinaire, l'Incorruptible se veut l'accoucheur d'une nouvelle légitimité, qui serait celle du gouvernement populaire. L'élimination du roi, des « aristocrates », des « brigands » de la Vendée et des comploteurs de tout poil n'a d'autre objectif que de dégager le terrain pour cette nouvelle fondation. Les luttes de libération nationale expriment cette même visée, fondatrice ou restauratrice. La

Résistance française commence par un discours de légitimation: la victoire sur l'Allemagne implique l'unité de la nation autour d'un gouvernement légitime, et pas seulement la participation à des opérations militaires. Autant que les Allemands, le terrorisme résistant frappe les représentants de Vichy pour montrer à la population qu'il ne s'agit pas de protecteurs, mais de traîtres. Et Vichy se défend de la même manière en faisant condamner de Gaulle à mort. D'où le caractère essentiellement politique du conflit. Il s'agit d'obtenir l'adhésion de la population à un pouvoir ou à un contre-pouvoir par l'utilisation des mêmes symboles (le Général, le Maréchal), des mêmes institutions (l'Etat français, le

gouvernement provisoire) et des mêmes procédures (condamnation des traîtres par Vichy et Alger, exécution des agents de l'étranger). C'est cette symétrie qui explique les drames de conscience et tant de choix désastreux. L'épisode de la décolonisation, en Algérie notamment, tourne autour de la même question: un pouvoir tente de justifier sa présence, un autre la conteste radicalement en créant un gouvernement, une armée régulière, des tribunaux, le terrorisme n'étant que la forme extrême de ce déni de légitimité.

Sous le délire verbal des Brigades Rouges et de la « Bande à Baader », c'est encore la question de la légitimité du pouvoir qui est posée. Par ses attentats, la Fraction Armée Rouge entend dévoiler la

é

«véritable nature» du régime politique allemand: non pas démocratique mais fasciste, non pas libre mais inféodé à l'impérialisme américain. A la violence révolutionnaire, répondra une répression policière qui incitera le peuple à suivre son avant-garde. De même les Brigades rouges veulent, en frappant l'Etat, révéler sa faiblesse et faire apparaître le véritable visage des forces qui le soutiennent - la Démocratie Chrétienne notamment.

Les attentats qui secouent la France depuis plusieurs mois ne s'inscrivent pas aussi nettement dans cette contestation radicale du pouvoir. Il s'agit surtout, pour les terroristes venus du

Logique des conflits

Etablir une relation entre les diverses formes de terrorisme ne signifie évidemment pas qu'on met sur le même plan de Gaulle et Pétain, Ben Bella et Baader, Action Directe (qui a repris la stratégie italienne) et Robespierre: leur seul point commun, mais il est essentiel, est l'objet même de leur lutte. D'où une logique du conflit terroriste qui prend la forme d'une rivalité mimétique. Parce qu'il convoite le pouvoir, parce qu'il désire obtenir la légitimité, le terroriste en vient à reproduire les structures et le comportement



Proche-Orient, de faire pression sur le gouvernement pour qu'il libère des prisonniers, et infléchisse ou abandonne sa politique proche-orientale. La suspicion sur la légitimité de l'Etat n'en est pas moins jetée par le «Comité de solidarité avec les prisonniers arabes» lorsqu'il dénonce les gouvernements «inféodés» à l'impérialisme américain. Encore une fois il s'agit de distendre le lien entre le pouvoir et la population.

de son détenteur effectif. On sait que, pour réussir, tout mouvement révolutionnaire doit créer un phénomène de double pouvoir: ainsi pendant la Révolution française (sections et clubs), dans la Russie de 1917 (les soviets) et pendant la guerre civile espagnole (le Parti communiste dans le camp républicain). Nous avons

évoqué la Résistance française créant un gouvernement provisoire pour mieux établir l'illégitimité de Vichy. Il est frappant de constater que les Brigades Rouges ont imité les structures qu'elles cherchaient à abattre, mais cette fois sur un mode dérisoire et odieux: tribunaux populaire, embryon d'armée (le «parti combattant»), esquisse de gouvernement clandestin prétendant parler au nom du peuple.

Faut-il en conclure qu'entre la violence révolutionnaire et le terrorisme d'Etat, c'est «du pareil au même»? Doit-on estimer que le conflit de légitimité tourne toujours au profit du plus violent, du plus efficace, du mieux organisé - lequel emporte finalement l'adhésion d'une opinion versatile? En d'autres termes, il s'agit de savoir s'il faut lutter, avec qui et comment.

Comment en sortir

Seule une lecture superficielle de l'histoire permet le jugement cynique et le commentaire désabusé. Il y a, chacun le sent, une différence fondamentale entre la Résistance française et les Brigades Rouges, que les critères habituels de légitimité permettent d'établir. La Résistance s'inscrit dans la tradition d'indépendance nationale, son gouvernement respecte les règles de droit, et c'est à ce double titre qu'elle se fait reconnaître par les Français. Les Brigades Rouges s'efforcent d'imiter cette légitimité (lutte anti-impérialiste, tribunaux populaire, pouvoir ouvrier) mais la population reste absente du conflit avant de devenir hostile aux terroristes, tant leurs discours sont délirants, tant leurs actes sont odieux. Cette absence de lien entre les révolutionnaires italiens, allemands et français et la population entraîne les premiers à une conduite de plus en plus hallucinée qui pousse à l'extrême les travers prêtés à l'adversaire. Face à la «violence d'Etat», la violence pure et gratuite. Face à la justice

répressive, l'exécution des traîtres et l'obsession du complot. Face au vide de la société moderne, un nihilisme total. D'une façon ou d'une autre, le dernier acte terroriste est toujours suicidaire.

En désignant l'enjeu du conflit créé par le terrorisme, en observant sa logique, il est possible de dégager les principes et les méthodes qui permettent de l'affronter:

- Face à la violence, la force du pouvoir réside dans sa légitimité: s'il s'inscrit dans l'histoire, s'il est garant de la justice et de la liberté, s'il bénéficie de l'adhésion populaire, il ne risque pas d'être déstabilisé.

- Le terrorisme tente de briser ou d'affaiblir le lien entre le pouvoir et le peuple. Le maintenir dépend de l'attitude du premier et du comportement des médiateurs entre le gouvernement et l'opinion: la solidarité doit prévaloir sur les luttes politiciennes ordinaires.

- Le pouvoir sera d'autant mieux soutenu qu'il échappera à la relation mimétique dans laquelle le terrorisme veut l'enfermer. La transgression des règles de droit, l'utilisation du contre-terrorisme et de la torture sont autant de «preuves» de l'illégitimité que le terrorisme tente d'établir. Les méthodes nazies n'ont pas empêché, au contraire, la France de devenir résistante. Et c'est dans le respect de la légalité (et sans rétablissement de la peine de mort) que l'Italie est sortie de ses «années de plomb». L'efficacité policière ou militaire, qui ne doit pas être négligée, doit être mise au service de l'autorité légitime.

Yves LANDEVENNEC

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

«Cité» n°2: l'épreuve du terrorisme, prix franco: 35 F.
Marcelle Padovani: «Vivre avec le terrorisme» (Calmann-Lévy), prix franco: 70 F.
Hans Joachim Klein: «La mort mercenaire» (Seuil), franco: 94 F.
François Furet, Antoine Limiers et Philippe Raynaud: «Terrorisme et démocratie» (Fayard), franco: 79 F.

N.B.: cette trop rapide étude doit beaucoup au séminaire que le CREA (Ecole Polytechnique) a consacré à la relation terroriste, le 21 mai 1984.

Convergence ?

Franc-Maçonnerie et royalisme

La Franc-Maçonnerie doit être le meilleur soutien de la Monarchie. C'est sa meilleure tradition et son devoir. Le livre de Mellor* en surprendra plus d'un.

Même quand on n'est pas adepte des explications de la marche du monde par les sociétés secrètes, on ne refuse pas en général l'idée que la Franc-Maçonnerie a joué un rôle dans la Révolution française.

Le petit livre d'Alec Mellor vient sérieusement ébranler cette idée reçue. C'est un anachronisme, nous explique-t-il, de prêter une pensée et une action politique à la Franc-Maçonnerie d'Ancien Régime et même, dans une large mesure à celle de la première moitié du XIX^{ème} siècle ! Non seulement les francs-maçons de cette période n'ont pas fomenté la Révolution pour la «liberté, l'égalité et la fraternité», mais ils sont restés fidèles en très grand nombre, et le plus longtemps possible, à la Monarchie

et à la religion catholique. La liste des francs-maçons émigrés ou guillotinnés en témoigne.

Le retournement ne se serait fait que tardivement: en 1848 le Grand Orient est républicain et en 1877 la référence au «Grand Architecte de l'Univers» est abandonnée. Il y a là une «voie substituée» que Mellor, franc-maçon, mais aussi royaliste et maurassien, ne peut admettre... Mais pour lui, la déviation des francs-maçons de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle ne doit pas justifier la thèse du complot antimonarchique des francs-maçons de la fin de l'Ancien Régime.

La bête noire de Mellor est l'abbé Augustin Barruel (1741-1820), auteur des «Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme» (1) qui, dès 1797, connurent un extraordinaire succès de li-

brairie. Ce jésuite fournissait une explication commode à tant de désastres: le complot des incrédules, des républicains et des franc-maçons. Dans un premier temps les loges se défendirent âprement de l'accusation. Mais, sous la III^{ème} République, les francs-maçons finirent pas se glorifier de la puissance et de l'efficacité qu'on leur attribuait ainsi. Il est vrai qu'alors francs-maçons et politiciens s'entremêlaient étroitement et la thèse arrangeait tout le monde. Les francs-maçons politiques y voyaient une justification de leurs magouilles du moment. Les gens de droite y trouvaient un ennemi effrayant et secret propre à mobiliser leur public. Albert Mathiez sourira de tant de naïveté.

Car il faut faire l'histoire non pas avec des opinions mais avec des documents. Mellor en apporte un certain nombre, troublants. Mais c'est surtout par son analyse psychologique qu'il nous convainc. Un vrai travail d'historien reste à faire. Comment affirmer avec certitude que tel ou tel était ou n'était pas franc-maçon ? Les indices sont souvent fragiles ou trompeurs. Des archives ont complètement disparu, d'autres au contraire sont tellement immenses qu'elles donnent le vertige au chercheur.

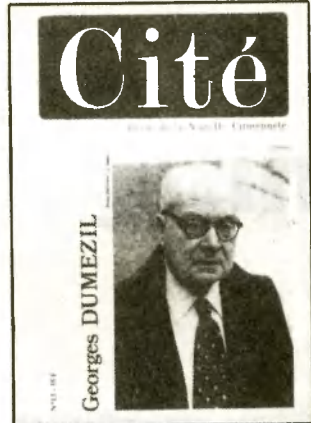
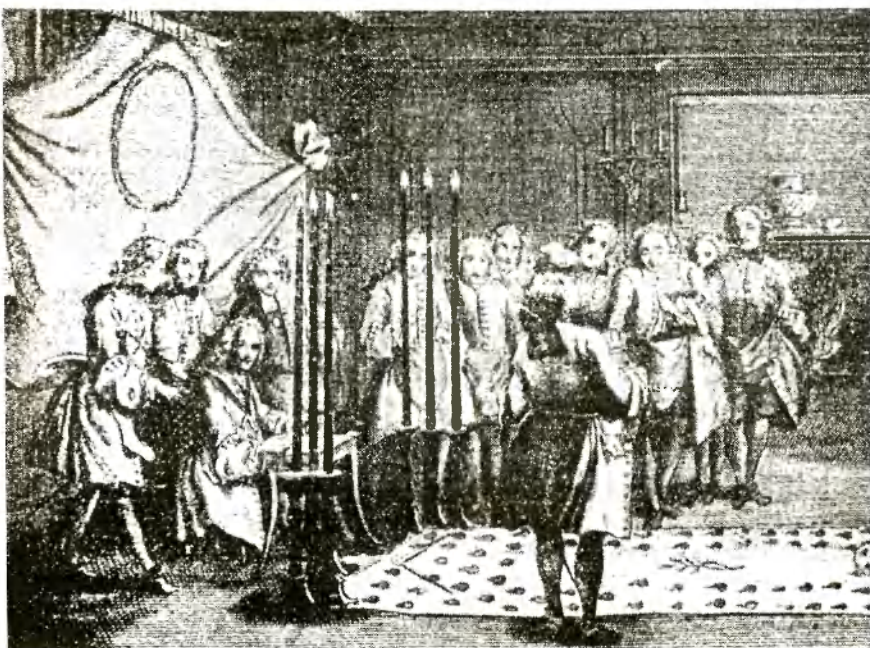
Il faudrait des années d'étude pour donner enfin le livre définitif qu'on espère sur cette question. Le Grand Orient a rendu ses archives accessibles: puisse l'essai de Mellor susciter les vocations nécessaires.

Frédéric AIMARD

* Alec Mellor, «Quand les francs-maçons étaient légitimistes», Dervy Livres 1986, prix franco: 101 F.

(1) Augustin Barruel, «Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme», 2 tomes, Diffusion de la Pensée Française 1974, prix franco: 265 F.

TENUE MAÇONNIQUE AU XVIII^{ème} SIÈCLE



SOMMAIRE DU NUMERO 13

- Entretien avec Georges DUMEZIL
- Georges Dumézil et l'imaginaire indo-européen par Yves CHALAS
- Un portrait de Georges Dumézil par Philippe DELORME
- A quoi sert le «Figaro Magazine» ? par Emmanuel MOUSSET
- René Girard, lecteur de Hamlet
- Lettres étrangères : Mario Vargas Llosa par François GERLOTTO
- Chemins du monde : Nigéria : le mal aimé ? par François et Isabelle MARCILHAC
- Les raisons du succès de Jacques Bainville par Igor MITROFANOFF

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

NOM :

Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du numéro 13 (abonnement 4 numéros 125 F)

☐ commande le numéro de «Cité» numéro 13 (le numéro 35 F)

Règlement à l'ordre de «Cité» CCP Paris 23 982 63 N

L'honneur de Jacques Testard



Gérard Leclerc

En évoquant, il y a quinze jours, les responsabilités des intellectuels à l'heure où le progrès scientifique remet l'homme de plus en plus à la puissance de l'homme, j'ignorais que l'actualité donnerait une confirmation aussi prompte à mon propos. Quelques jours plus tard, «Le Monde» nous apprenait, en effet, la décision du professeur Jacques Testard: «*Moi, chercheur en procréation assistée, j'ai décidé d'arrêter. Non pas la recherche pour mieux faire ce que nous faisons déjà, mais celle qui œuvre à un changement radical de la personne humaine*». Cette déclaration est évidemment d'une gravité inouïe. Ce serait à désespérer, vu l'enjeu, si elle n'ébranlait pas profondément tout le milieu scientifique, particulièrement ceux dont les recherches ont quelque incidence sur le devenir du genre humain.

Si le «père» d'Amandine, le premier «bébé éprouvette» français renonce à poursuivre ses travaux, c'est pour ne pas donner prise à un eugénisme qui aurait les moyens de son ambition. C'est aussi, en priorité, pour provoquer une prise de conscience. En fait, c'est un véritable moratoire qu'il propose à la communauté scientifique internationale, reprenant peut-être ainsi sans le savoir une idée lancée par le cardinal Lustiger il y a quelques années. L'intérêt est que l'initiative vienne d'un homme de science qui butte lui-même sur les impossibilités de son travail, impossibilités nullement techniques mais éthiques. Apparemment, rien ne prédisposait Jacques Testard à se démarquer ainsi de ses collègues au moment où l'ivresse de la découverte dans le domaine le plus fascinant donne des ailes aux chercheurs de tous les pays. Militant trotskiste au moment de sa jeunesse étudiante, probablement agnostique, l'interrogation métaphysique n'était apparemment pas son fort. Mais peut-on y échapper ?

COMMANDER L'ENFANT AU MINITEL

Dans le processus de la technique moderne, certainement. Heidegger a montré qu'elle se déroulait, nullement innocemment, dans l'oubli de l'Être. Mais le philosophe nous a rappelé également que là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve. Le sentiment du péril s'est emparé de Jacques Testard à l'heure où la plupart de ses collègues ne le discernent pas, sans doute plus aveuglés par le caractère faustien de leur entreprise que par une cécité volontaire. Cette seule réalité d'un aveuglement général justifierait la pause que réclame le «père» d'Amandine. Les questions qu'il a été amené à se poser, il faudra bien - et le plus tôt sera le mieux - que la communauté scientifique dans son ensemble ait le courage de les affronter. Les savants ne sont d'ailleurs pas seuls en cause. Il est déjà dramatique que dans un Etat de droit, la législation laisse libre cours à la fantaisie où à la licence du premier apprenti sorcier venu.

Ces problèmes de nature éthique résultent en premier lieu des conséquences pratiques immédiates de certaines découvertes. Jacques Testard, dans un livre qui paraîtra aux éditions Flammarion dans quelques jours, énonce quelques unes d'entre elles. Donner la possibilité aux couples de choisir le sexe de leur enfant, c'est en fait transformer profondément les conditions psychologiques de la procréation, en jouant sur la logique du désir et en déchaînant des forces incontrôlées. «*Il faut bien voir, écrit-il, que notre nouvelle condition est sans précédent dans l'Histoire, et qu'elle ne s'accommodera pas des interdits du passé. Le code ou logent les conventions et la morale risque de s'élargir vite, pour donner aux vieux fantasmes une chance d'atteindre à la réalité*».

Transformer le rapport du désir à l'enfant, c'est transformer les relations parents-enfants beaucoup plus profondément qu'on ne le pense à première vue. Dans cette logique, le gosse n'est acceptable que s'il correspond rigoureusement à la demande explicite des géniteurs. Il n'y a pas de raisons qu'on s'arrête simplement au sexe. Bientôt on voudra la couleur des yeux, celle

des cheveux... Au terme, l'enfant n'est plus ce don presque gratuit de l'amour que l'on reçoit, mais l'objet conforme à une commande analogue à ce qu'on peut faire à la Redoute en tapant sur les touches de son Minitel. N'y aurait-il que cela, la réflexion éthique aurait déjà largement de quoi faire son miel. Mais il y a autre chose. Et là nous entrons dans le royaume d'Ubu généticien.

Les techniques de congélation des embryons permettent d'envisager tous les abus. Combien de temps a-t-on le droit de conserver un embryon congelé ? Ce peut-être des siècles. Ou si l'on reste dans des délais plus raisonnables, on peut imaginer des situations «curieuses» : une femme mettant au monde sa sœur devenue sa fille, ou son grand-oncle devenant son fils. Le monstrueux devient possible, le plus abject, celui qui joue sur les structures fondamentales, celles qui tissent les liens les plus forts et les plus secrets. J'ai déjà évoqué ici la possibilité de féconder un ovule par un ovule qui permettrait à deux femmes d'être «parents» d'un enfant qui serait forcément une fille. Il n'est plus de bornes à l'imagination, depuis le clonage qui permettrait la fabrication d'un double, jusqu'à la grossesse masculine si chère à Elizabeth Badinter. Pourquoi ne se servirait-on pas d'une matrice animale ? En si bon chemin, il n'y a pas lieu de s'arrêter.

TRAFIC DE FOETUS

Le domaine de Jacques Testard est celui de la procréation assistée. Il en est d'autres. Dans une page médicale du «Monde», un Suédois, le professeur Bjorklung, confie ses espoirs prochains de guérir la maladie de Parkinson en greffant des cellules foetales dans le cerveau des personnes malades. Un reportage de FR3 nous apprend qu'à Montpellier on pense, par une méthode similaire, pouvoir guérir les paraplégiques... A première vue, rien de plus louable que cet usage thérapeutique d'une technique nouvelle. D'ailleurs, le seul usage a priori justifié par l'éthique dans le domaine de la recherche médicale est bien celui qui tend à rendre la santé à quiconque est atteint dans son intégrité corporelle. On peut légitimement espérer qu'un jour la trisomie sera vaincue grâce aux progrès accomplis par la génétique. Mais dans le cas des expériences du professeur Bjorklung intervient la question de l'utilisation des foetus qui peuvent aussi bien provenir de grossesses inabouties que d'avortements provoqués. Dans un cas comme dans l'autre, a-t-on le droit d'utiliser les tissus foetaux ? Le risque est d'aboutir aux trafics les plus odieux.

Jean-Yves Nau, dans un article intitulé «*le saut dans l'inconnu*», explique: «*les spécialistes des greffes nerveuses précisent que le délai entre le prélèvement des cellules sur le fœtus et la greffe elle-même ne pourra être que très court, ce qui à l'évidence, impose une coordination parfaite - et une proximité immédiate des équipes médicales*» («Le Monde», 24 septembre 1986). Celle qui procède à la greffe et celle qui procède à l'avortement, la demande devant rigoureusement correspondre à l'offre. Ou plutôt dans ce cas c'est la demande qui commande impérativement l'offre, les deux termes devenant interchangeables.

Non décidément, il n'est pas possible à notre monde «civilisé», et à notre pays de laisser faire au nom de la liberté de la recherche et des nécessités du progrès. Il faudra bien tirer les conclusions des travaux du Comité National d'Éthique et envisager les dispositions législatives qui s'imposent. L'enjeu c'est le risque de l'homme défiguré. Il convient en attendant de saluer la décision du professeur Testard qui sauve ainsi l'honneur de sa profession.

Gérard LECLERC

Jacques Testard -«L'œuf transparent»- Flammarion, préface de Michel Serres.

Température

Le degré zéro
de la conscience

L'œuvre de Djian draine toute la modernité irritante, accablante, fascinante.

Comme son auteur s'impose avec un style rare, une force d'écriture peu commune où passent le cri et la tendresse, elle nous interpelle avec un accent unique et souvent bouleversant.

Le ciel est vide de tout signe, la violence morale, physique, marchande, politique, artistique, est la loi du monde. Ça boit, ça baise, ça viole, ça tue, ça vole: ça consomme. Des sensations. Devant cette vérité des villes où grossit démesurément et artificiellement la vie, les belles âmes hausseront les épaules. Ordurier, Djian ? Oui, parce que notre génération ne peut ignorer tant de solitude, tant de déchets, tant d'ordures: les déchets et les ordures de l'espoir, la solitude de son veuvage. Ça se dit et Djian le dit mieux que personne dans la colère ou l'invocation lyrique: «ô ma pauvre, génération qui n'avait encore accouché de rien, qui n'avait connu ni l'effort ni la révolte et qui se consumait intérieurement sans trouver une seule issue» («37°2»).

Pour autant, pas de désespoir. De la colère, de la tristesse parfois, mais pas de désespoir. Je sais gré à Djian, dont la tête est sûre, d'avoir proclamé haut et fort que le désespéré est le dupe de l'espoir et que l'illusion, plaçant le salut au-delà ou au-dessus du monde, aggrave le malheur. Contre un monde intenable, il faut tenir. Contre une route sans but, il faut marcher. Il faut vivre néanmoins contre la mort. Or c'est possible parce que la vie, si je l'aime, si je la regarde, si je m'oublie, est d'une époustouflante générosité. Il y a les

mille riens qui sont donnés, comme ça, pour rien, un petit matin, la neige, la paix traversant le soir et imposant miraculeusement son silence au délire du monde.

Il y a l'amitié, où se partagent un même risque, une même émotion; elle est silencieuse, pudique. Il y a aussi et surtout l'Amour: non la passion qui ravage les âmes et, meurtrière, n'affirme qu'une solitude orgueilleuse; mais la tendresse qui porte deux êtres, dans le don sans réserve des corps, à s'offrir, à chacun, la chance de vivre son âme sur le reflet consentant de l'autre. Moment miraculeux, fragile et rare, mais dont l'épiphanie sauve une vie de l'insignifiance et lui confère sens. Djian est le romancier moderne du couple. Djian dit ça comme ça: il est con de mourir, et l'on meurt seul; mais il n'est pas con de vivre et si l'on peut de vieillir à deux.

Le cinéma et le livre de poche ont sans doute élargi l'audience de Djian. Mais aucun prix littéraire ne viendra jamais le récompenser, je le crains. Tant pis pour les prix ! Quant aux professeurs, s'ils savaient encore ce que c'est que la vie et ce que c'est que la littérature, Djian serait en terminale. Pour moi je le ferai lire: ses grossièretés sont plus honorables que la politesse des derniers Goncourt dont les noms déjà m'échappent.

Alain FLAMAND

Les œuvres de Djian sont publiées aux Editions Bernard Barrault et deux romans sont en poche aux Editions J'ai Lu (un prochain est à paraître en novembre.)

Témoignage

Mexico
Terremoto

Un an après la catastrophe qui a fait la une de tous les journaux, un livre nous permet d'aller au-delà de l'événement, à la rencontre d'autres vies, les petites vies des petites gens de ce lointain village qu'est Mexico et de son (un de ses) tremblement(s) de terre.

Il y a de multiples façons de rendre compte des événements qui ponctuent la vie de notre terre. Les journaux, les radios et les télévisions, en un instant nous emmènent voir les misères du monde comme si elles avaient lieu dans l'immeuble d'en face. Chaque jour apportant son lot d'horreur, on s'y habitue et l'on oublie vite ce qui hier était l'essentiel de l'actualité. Et puis ces gens que l'on voit un ou deux soirs gémir sur le malheur qui les touche, on ignore leur vie et l'importance de cet événement dans leur vie. Un an après, qui prend un instant de sa vie pour se souvenir du tremblement de terre de Mexico en septembre 85 ?

Un livre (1) tente de nous rendre plus proches ces petites gens frappés par le destin. Pour les «géomètres» de l'événementiel, quelle déception: pas de pourcentages, pas de bilan même provisoire, pas de vastes analyses. Non, juste des histoires. L'histoire absurde de Nepomuceo, l'écrivain si génial qu'après l'avoir mis sur la liste des gens à exclure de l'administration, l'Etat, à sa mort, lui rend un hommage on ne peut plus officiel. L'histoire réconfortante des pompiers de Brignoles (France) venus sauver des vies et qui, horreur pour les militaires chargés de nettoyer la ville, en ont sauvées. Juste l'histoire de ce bidonville aux portes de la mort et qui inlassablement renaît de ses cendres. Encore l'histoire émouvante de Lupe, petite femme qui réussira à rejoindre son mari aux Etats-Unis grâce

aux tremblements de terre. Et encore, et encore.

Vu par les Mexicains, un tremblement de terre chez eux,



pour eux, par eux. Ainsi voient-ils leur ville, leur vie: «Mexico supportait la corruption de ses flics, de ses politiciens, de ses fonctionnaires. Pourquoi l'âme du peuple ne serait-elle pas, elle aussi corrompue ? Le vol des deniers publics n'est pas, ici, une malédiction, mais simplement un art de gouverner. Seulement, cette fois, le peuple a découvert que la corruption tuait».

François FLEUTOT

Alain Dugrand et Patrice Gouy
«Mexico - Terremoto» Ed. Bueb et Reumaux, 81 F franco.

**pensez à la
souscription !**

Participation

6^e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste

SOUSCRIVEZ POUR AIDER A NOTRE DEVELOPPEMENT

Il y a quinze jours, je lançais ici un appel à la générosité de nos lecteurs et quelques uns d'entre eux nous ont déjà envoyé leur contribution. Pour ceux qui n'auraient pas lu cet appel, je le renouvelle ici dans les mêmes termes :

Tous nos lecteurs habituels et amis savent combien notre budget est fragile et combien l'équilibre financier de «Royaliste» est précaire. Traditionnellement nous ne «bouclons» pas sans avoir fait appel, à deux reprises, à la générosité de nos lecteurs pendant le cours de l'année.

Nos anciens lecteurs savent tous que cet argent, que nous sollicitons auprès de vous, est toujours employé judicieusement. Mais il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à l'intention de ceux qui ne découvrent la N.A.R. que depuis peu, que nous avons entrepris depuis quelques années un effort d'équipement important: imprimerie équipée d'une machine offset et d'un laboratoire de photogravure, ordinateur connecté avec une imprimante à laser qui assure la composition du journal, autre ordinateur consacré à la gestion administrative et à la propagande, pour ne citer que les investissements les plus importants.

Alors, sans tarder, nous vous demandons de participer à la souscription que nous ouvrons, d'y participer généreusement, que votre effort financier soit à la mesure des tâches importantes qui nous attendent cette année et à la mesure aussi de l'espoir dont nous sommes porteurs ...

Y.A.

Versements à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N en précisant «pour la souscription».

C'est le 18 octobre que se tiendra à Paris le 6^{ème} Congrès de la Nouvelle Action Royaliste. Seuls les adhérents du mouvement peuvent y participer. Mais il n'est pas trop tard pour adhérer !

La plupart des organisations politiques réunissent périodiquement des Congrès de leurs adhérents. Mais la plupart du temps aussi il ne s'agit là que d'une cérémonie purement formelle où adhérents et militants viennent se retremper dans une ambiance et jouer le rôle de figurants dans une pièce dont le texte est écrit à l'avance.

Depuis quelques années, à la N.A.R., nous avons tenté de réussir autre chose. A chaque Congrès, nous nous fixons deux thèmes de réflexion. Sur chacun de ces thèmes, tout adhérent à la possibilité de proposer à l'avance un texte de «motion» donnant l'analyse et la position qu'il souhaiterait voir prendre au mouvement. Parallèlement le Comité Directeur propose, lui aussi, une «motion». Au cours du Congrès, les adhérents après confrontation et discussion de ces différentes opinions, fixent dans un texte définitif, voté en assemblée générale, la position qui engagera désormais le mouvement.

Ainsi, année après année, se forgent -et éventuellement se modifient- les lignes directrices qui guident notre action politique et ce travail est fait par les adhérents eux-mêmes.

NOUVELLES AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent d'être éditées par notre délégation régionale pour les Pays de Loire.

- Un bandeau «NOUVELLE ACTION ROYALISTE» avec l'adresse du mouvement (format 15x42 cm) -Prix : 50F les 100 ou 180 F les 500

- Un bandeau «ROYALISTE en vente dans les principaux kiosques» (format 15x42 cm) - Prix : 60 F les 100 ou 200 F les 500

Les commandes sont à adresser à Nicolas LUCAS, B.P. 2141 - 49021 Angers-cedex accompagnées de leur règlement à l'ordre de Nicolas LUCAS.

Cette année les deux thèmes retenus sont :

- «Délinquance et sécurité»
- «Quelle politique économique?»

Seuls les adhérents du mouvement peuvent participer à ce Congrès qui se tiendra à Paris le 18 octobre. Mais aucune condition d'ancienneté n'étant requise, il n'est pas trop tard pour demander votre adhésion à la N.A.R. si vous souhaitez pouvoir participer au travail de réflexion et de décision du Congrès.

De plus, les adhérents reçoivent chaque mois, une publication spécifique «La Lettre aux adhérents» qui les informe d'une manière approfondie -et parfois confidentielle- sur les activités du mouvement.

Aussi, si notre action vous intéresse, si vous souhaitez son développement, n'hésitez pas à nous demander -de toute urgence- un bulletin d'adhésion. Nous vous l'enverrons par retour de courrier en y joignant une documentation vous donnant tous les renseignements pratiques.

Yvan AUMONT

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 18 F).

Mercredi 15 Octobre. Reprise de nos réunions hebdomadaires.

Nos lecteurs connaissent bien Philippe NOURRY puisqu'il nous avait accordé un entretien dans notre numéro d'été. C'est, bien sûr, son livre «Juan Carlos, un roi pour les républicains» qu'il viendra nous présenter.

Philippe Nourry est journaliste dans un grand hebdomadaire, il a reçu en 1970 le Prix Albert-Londres qui est venu récompenser ses enquêtes et reportages sur l'Espagne et l'Amérique latine.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez vous les royalistes d'aujourd'hui?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. CCP 18 104 06 N Paris

Dans l'épreuve



Face au terrorisme, il faut dire et répéter inlassablement les évidences qui permettent de résister à la panique et aux mauvais réflexes que les poseurs de bombes veulent provoquer. Leur menace pèse sur chacun, Français de naissance ou de choix, immigrés, hôtes étrangers, et notre capacité commune de résistance dépend de l'attitude de chacun.

Nous savons que la violence terroriste n'est pas aveugle, mais diabolique au premier sens du mot: elle cherche à dissocier la nation et l'Etat, à déstabiliser la société, donc à distendre ou à détruire les liens qui nous unissent. En jetant la suspicion sur le pouvoir, le terrorisme vise à l'affaiblir. En semant la mort, il veut que nous fassions pression sur ce pouvoir affaibli pour qu'il cède. Céder, c'est consentir à vivre sous le chantage permanent, scandé de nouveaux attentats car on ne cède jamais assez, ni assez vite. Céder, c'est réduire la politique à une série de mesures prises dans la panique ou dans la peur de la panique. C'est accepter qu'il n'y ait plus de justice. C'est finalement compromettre l'unité même du pays car un pouvoir discrédité n'est plus reconnu par les citoyens, car les groupes dissociés se protégeront et se vengeront par eux-mêmes.

L'UNITE

Cela, nous l'avons presque tous immédiatement compris. Nous savons que, par-delà son aspect policier, l'épreuve est essentiellement politique puisqu'elle met en jeu la légitimité du pouvoir et, au sens le plus fort du terme, la solidarité sociale (1). Et nous savons par conséquent comment relever le défi terroriste, vivre un temps, peut-être longtemps, sous sa menace et finalement l'écarter. S'affirme en effet une ligne de conduite individuelle et collective dont personne ne doit ou ne devrait dévier: - le pouvoir politique doit être soutenu tel qu'il est, dans sa légitimité telle qu'elle est. Cela signifie notamment que les supputations sur la coexistence

doivent être renvoyées à des temps plus paisibles, que la continuité et la fermeté de l'action diplomatique de la France doit être encouragée, que les mesures techniques de protection doivent être acceptées, sous réserve de critiques ultérieures. Ce consentement ne signifie pas une soumission aveugle à l'autorité. L'adhésion donnée est en même temps une exigence: si le pouvoir est reconnu et soutenu, c'est parce qu'il est le garant de l'unité du pays, de la justice et de la liberté en celui-ci. Si les citoyens ont, le temps de l'épreuve, à mettre entre parenthèses les critiques et les conflits qui peuvent l'affaiblir, le pouvoir doit donner l'exemple de l'unité et veiller au maintien de l'Etat de droit. Toute contradiction au sein de l'Etat, toute entorse aux principes de la Justice, toute mesure arbitraire (2), seraient exploitées par des terroristes qui cherchent à démontrer l'illégitimité de l'Etat et à nous dresser contre lui.

- Le maintien et le renforcement de la solidarité sociale dépendent aussi de l'attitude de tous ceux qui ont une influence sur l'opinion, qu'il s'agisse des représentants des familles spirituelles, des responsables politiques, des syndicalistes, des journalistes. Nul n'attend d'eux un unanimité béat et une apologie de tous les actes du pouvoir. Les débats, les enquêtes, les luttes politiques et sociales doivent continuer comme en temps ordinaires, ne serait-ce que pour prouver que la démocratie fonctionne malgré la terreur. Mais qui mettrait en doute la légitimité de l'Etat, qui exciterait l'opinion contre des boucs émissaires, qui inciterait au viol des règles de droit, entrerait dans le jeu du terrorisme.

EXCEPTIONS

Chacun constate que le Président de la République, le Premier ministre et les membres du gouvernement, l'ensemble des autorités morales et spirituelles et la plupart des responsables politiques suivent cette ligne de conduite. Trois exceptions doivent cependant être relevées et condamnées:

- D'abord la polémique indécente qui a opposé deux anciens patrons du SDECE-DGSE, MM. Marion et de Marenches. Sortant de leur devoir de réserve pour régler des comptes personnels et politiques, ils ont tous deux jeté un doute grave et vraiment superflu sur l'efficacité des services secrets, M. Marion allant jusqu'à mettre en cause la capacité du Président de la République.

- Ensuite les critiques inopportunes du Parti communiste sur les mesures anti-terroristes, qui visent à ruiner la confiance nécessaire, et les déclarations de M. Lajoinie sur la responsabilité d'Israël et des Etats-Unis dans les attentats. Souvent distrayant, le délire ordinaire de la direction communiste passe la frontière du ridicule pour tomber dans l'odieux.

- Enfin la provocation du Front national appelant à manifester à Paris le 22 septembre. Professionnel du patriotisme et de l'anti-terrorisme, M. Le Pen est apparu, devant l'Opéra, sous son vrai jour: irresponsable, démagogue, et aussi odieux que M. Lajoinie quoique que d'une autre manière. Quand un Premier ministre est confronté au terrorisme, on ne lui jette pas de défi. Quand la police doit assurer la protection de la population, on ne la distrait pas de sa tâche en bravant l'interdiction de manifester. Quand le pays est meurtri, on ne songe pas à ramasser des voix. Enfin, et surtout, on n'incite pas à la haine des immigrés et des étrangers quand on a sous les yeux la liste des victimes du terrorisme. Rue de Rennes, il y a eu cinq morts: une Française de naissance, deux Français nés aux Comores, une Française d'origine marocaine et une autre d'origine tunisienne. Parmi les 39 blessés graves, on dénombre 24 Français et 15 étrangers: un Comorien, quatre Algériens, deux Portugais, deux Egyptiens, deux Libanais, un Panaméen, un Tunisien, un Marocain et un Iranien (3). M. Le Pen ne sait pas ce que c'est que la France.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. notre dossier en page 6 et 7.

(2) Aux côtés de cent organisations, la NAR a condamné l'expulsion de tout étranger sur lequel aucune charge ne pèse.

(3) « Le Monde » du 23 septembre.